

Education nationale: grève et manifs contre les suppressions de postes

Paris, 12 nov. 2018 (AFP) -

Des milliers de professeurs ont fait grève lundi et défilé dans plusieurs villes de France pour protester contre les suppressions de postes dans l'Education nationale, une mobilisation d'ampleur selon les syndicats mais limitée d'après le gouvernement.

"25% des enseignants du premier degré sont en grève pour exiger un autre budget et une autre politique éducative", selon le Snuipp-FSU, premier syndicat dans le primaire.

Du côté des enseignants du second degré (collège et lycée), "près d'un sur deux est en grève", a recensé le Snes-FSU, premier syndicat dans le secondaire, jugeant que "c'est un mécontentement profond qui s'exprime".

Le taux de grévistes communiqué par le ministère de l'Education est bien moindre -- 10,98% -- même s'il a été légèrement revu à la hausse au cours de la journée.

"Ce sont des chiffres qui sont assez bas", a commenté le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, invité de l'émission Audition publique (LCP/Public Sénat/Le Figaro/AFP).

"On ne peut pas parler de succès", a ajouté le ministre, qui faisait face à sa première mobilisation d'ampleur contre sa politique.

"J'entends les craintes sur les suppressions de postes", a assuré M. Blanquer, tout en critiquant la "surenchère" dont certains syndicats feraient preuve. "Personne n'ignore qu'il y a des élections professionnelles dans trois semaines", a-t-il ironisé.

Des manifestations se sont déroulées dans plusieurs grandes villes.

A Paris, quelque 3.900 personnes selon la préfecture de police ont marché derrière une banderole proclamant: "Pour une autre politique dans l'éducation. Refus de toutes les suppressions de postes".

"Toutes les organisations syndicales se retrouvent sur un socle commun: les suppressions de postes; tout le monde s'est mis d'accord pour dire stop", a expliqué Stéphane Crochet, à la tête du SE-Unsa éducation.

Selon le syndicaliste, c'est la première fois depuis 2011 qu'un appel à la grève dans l'éducation rassemble toutes les organisations syndicales, de la maternelle au lycée, dans le public et dans le privé.

- "Plus tendu" -

Sophie Sauvageot, conseillère principale d'éducation (CPE) au lycée polyvalent Gustave-Monod d'Enghien-les-Bains (Val d'Oise), explique que son établissement a "perdu 7 personnes l'an dernier dans l'équipe de vie scolaire alors qu'il y en avait 18 l'année d'avant. C'est plus tendu parce que les élèves sentent que l'adulte n'est plus là".

A Marseille, la manifestation a réuni dans la matinée un millier de personnes, selon la police. "Ca fait un an que le gouvernement fait du marketing avec un discours très séduisant pour les familles, mais sa réforme se traduit en fait par des suppressions de postes", a déclaré Laurent Tramon, responsable régional du Snes-FSU.

A Lyon, 2.500 personnes ont manifesté, selon les syndicats, 1.800 selon la préfecture. Philippe Savoye, professeur au lycée La Martinière Duchère, redoute la réforme du lycée et ses "conséquences sur les effectifs".

Joseph Balsalobre, prof d'éco-gestion, s'inquiète, elle, de la diminution du personnel administratif. "On va surcharger le personnel administratif des établissements, ce qui va induire une dégradation du suivi des élèves".

Le budget 2019, dont le volet Education nationale sera discuté en session plénière mardi à l'Assemblée nationale, prévoit de supprimer 2.650 postes dans les collèges et lycées publics, 550 dans le privé, 400 dans l'administration. Quelque 1.800 postes seront créés au primaire, en vertu de "la priorité au primaire" voulue par Jean-Michel Blanquer.

Les syndicats ne comprennent pas ces réductions d'effectifs, au regard de la poussée démographique attendue en collèges et lycées. L'agence des statistiques du ministère de l'Éducation prévoit en effet une hausse de 40.000 élèves à chaque rentrée entre 2019 et 2021 dans le secondaire.

Le nombre des suppressions peut paraître faible par rapport à la totalité des agents de l'Education nationale



PAYS :France
SURFACE :100 %
PERIODICITE :Quotidien



► 12 novembre 2018 - Edition Fil Gen

(environ un million), mais les syndicats s'attendent à ce qu'elles soient suivies d'autres baisses d'effectifs.

A Nantes, environ 850 personnes selon la police, entre 1.200 et 1.500 selon les organisateurs, se sont rassemblées. Quelque 800 personnes ont aussi défilé à Caen, 700 à Clermond-Ferrand, 700 à Saint-Etienne, 800 à Lille, selon les préfetures.

bur-fmp-ito-gde/jt/mm

Afp le 12 nov. 18 à 20 14.